

A Paris, l'union de deux collèges divise parents et enseignants

2 févr. 2017 Par [Faïza Zerouala](#)

- Mediapart.fr

Destiné à favoriser la mixité sociale, un projet de rapprochement entre deux collèges du même quartier, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, suscite la désapprobation d'une partie des parents, qui le jugent mal pensé. Mais pour ses défenseurs, la réticence du camp adverse est en réalité due à un refus de mélanger les enfants.

Devant la foule agglomérée, un homme invective les parents réunis devant la mairie du XVIII^e arrondissement pour leur dire que leur manifestation est une honte. Le sexagénaire leur reproche de ne pas vouloir agir concrètement en faveur de la mixité sociale. Ils sont environ quatre-vingts à protester sur le parvis, dans le froid, le jeudi 26 janvier au soir. Ils refusent le projet de mixité scolaire proposé par les pouvoirs publics. Hélène, parent d'élève du collège Antoine-Coysevox, serre sa pétition contre elle. La mère de famille demande à l'intrus de baisser le ton et réfute ses accusations. Cette scène est révélatrice de ce qui se noue dans le quartier depuis deux mois. Les antagonismes se révèlent béants entre les deux camps, à savoir les opposants et les partisans du projet.

Les deux établissements sont distants de 700 mètres. D'un côté, il y a le collège Hector-Berlioz, établissement à la mauvaise réputation bénéficiant du label réseau d'éducation prioritaire (REP), et de l'autre le collège Antoine-Coysevox, plus favorisé. Un projet de rapprochement entre les deux collèges diamétralement opposés, avec un taux de réussite au brevet de 49 % pour le premier et 80 % pour le second, crispe certains habitants. Leurs enfants seraient tous mélangés dès la rentrée 2017.



Devant la mairie du XVIII^e arrondissement © FZ

Cette bataille s'est transformée – au regret des protagonistes – en illustration parfaite des difficultés concrètes et des réticences à la mise en œuvre de la mixité sociale. Quand bien même les différents acteurs diraient y être favorables... en théorie. Tous concèdent par ailleurs que le terrain aurait pu être mieux préparé et la concertation plus longue en amont. Les parents ont le sentiment désagréable d'avoir été placés devant le fait accompli. Difficile d'imaginer une pause ou même un rétropédalage des initiateurs du projet, puisque le Conseil de Paris a entériné [cette proposition](#) lors de la session du 30 janvier.

[Dans le cadre d'une expérimentation ministérielle](#), deux arrondissements parisiens ont été retenus pour la mise en place de secteurs communs à plusieurs collèges. D'abord le XVIII^e arrondissement avec deux sites multi-collèges : Gérard-Philippe et Marie-Curie d'une part et, d'autre part, Antoine-Coysevox et Hector-Berlioz. Et le XIX^e arrondissement avec Édouard-Pailleron et Henri-Bergson. Dans ces deux derniers collèges, le projet ne séduit pas non plus, les personnels s'étonnant du rapprochement entre deux établissements déjà ségrégués et accueillant tous les deux en leur sein une forte proportion d'élèves issus des classes sociales les plus basses : 38 % de professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) défavorisées à Édouard-Pailleron et 44 % pour Henri-Bergson.

Dans le cas Coysevox-Berlioz, tout s'est noué fin novembre, lorsque le rectorat, la ville de Paris et la mairie du XVIII^e arrondissement ont présenté aux représentants des parents élus au conseil d'administration du collège Antoine-Coysevox leur projet de re-sectorisation des deux établissements. Dans le premier, à Coysevox, 47 % de PCS très favorisées, 13 % de PCS favorisées, 29 % de PCS moyennes et 11 % de PCS défavorisées. À Berlioz, les chiffres sont les suivants pour les mêmes catégories : 7 %, 4 %, 38 % et 51 % pour les classes défavorisées.

Un rapprochement voulu comme une réponse impérieuse à la situation parisienne où les inégalités sont criantes. Alexandra Cordebard, adjointe à la mairie de Paris, chargée de toutes les questions relatives aux affaires scolaires, rappelle que ce projet est une réponse à une réalité : « *L'académie de Paris est la plus ségréguée de France. On ne pouvait pas ne rien faire face à ce constat. Cela s'aggrave si on n'agit pas.* » L'élue tient à rassurer, cette re-sectorisation se fera « *accompagnée de moyens conséquents* ». Elle sait que malgré ces crédits supplémentaires, les résistances demeurent : « *Les inquiétudes sont légitimes, je ne les prends pas de haut* », poursuit-elle, mettant en avant les comités de suivi mis en place pour essayer de dépassionner le débat et favoriser le dialogue entre toutes les parties.

Alexandra Cordebard réfute l'idée d'un projet imposé et s'était préparée à devoir ferrailer pour faire accepter cette recomposition du paysage scolaire : « *Il ne faut pas être naïf, il y a toujours des oppositions. Certains qui souhaiteraient qu'on le fasse ailleurs, plutôt l'année prochaine, plutôt comme ça. Il faut une politique volontariste. Mais à nous d'écouter. Si on était arrivés avec un plan tout à fait abouti, il n'y aurait pas de concertation possible et ça aurait été frustrant pour tout le monde.* »

L'un des architectes du projet, à l'échelon local, Philippe Darriulat, élu chargé des affaires scolaires dans le XVIII^e arrondissement, raconte pour sa part avoir toujours voulu injecter plus de mixité scolaire dans le quartier : « *Depuis 2008 que je suis élu, j'ai l'idée que la question de la mixité sociale est cruciale. Ici les frontières invisibles sont très lourdes entre Montmartre et la Goutte d'Or [une portion favorisée et une défavorisée du quartier – ndr]. On ne peut pas laisser faire cela. Il faut faire le vrai vivre ensemble, les enfants ne peuvent se regarder toujours en chiens de faïence.* » Il entend par ce truchement donner une traduction concrète à un principe imprimé sur les tracts en période électorale.

La question scolaire dans le quartier – qui reste l'un des derniers à être populaire dans Paris *intra-muros* – est ultrasensible et régie par des règles tacites bien précises. Certains décident de scolariser leurs enfants dans l'école du quartier. Les plus fortunés se tournent vers les très convoités établissements privés. Les autres se livrent à une gymnastique de contournement de la carte scolaire à grand renfort de fausses adresses. Une pratique fort

habituelle dans la capitale, dont personne ne se vante officiellement. Et ce, alors même que l'affectation des élèves, à l'école élémentaire comme au collège, s'effectue en fonction de leur lieu de résidence, dans le secteur public. C'est cette sectorisation que la ville entend modifier pour brasser les populations. Tous les ingrédients sont donc réunis pour faire de ce quartier un cas d'école autour de la mixité sociale, alors même que le problème a été maintes et maintes fois dénoncé.

En septembre dernier, l'économiste Thomas Piketty avait pointé [dans un article](#) la ségrégation à l'œuvre dans les collèges parisiens « *atteignant des sommets inacceptables* », ramenant ainsi ce sujet sur le devant de la scène médiatique. Bref, le constat est implacable, encore plus dans une école qui ne cesse d'amplifier les inégalités comme l'ont dénoncé différentes études parues ces derniers mois comme Pisa ou le rapport du Cnesco (*lire [ici](#) ou [là](#) nos articles à ce sujet*).

Clarisse Guiraud connaît bien ces problématiques ; elle milite dans le collectif [Apprendre ensemble](#) et est par ailleurs professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée en éducation prioritaire à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ce groupe de parents du quartier s'est agrégé il y a deux ans afin de professer la bonne parole en matière de mixité sociale. Dès qu'ils le peuvent, ils essaient de démythifier les fantasmes circulant sur les établissements des environs. « *Des rumeurs sur des violences ou un moins bon niveau scolaire car le programme ne serait pas réalisé en entier circulent de parents à parents. Sans verser dans l'angélisme, tout se passe bien à l'école. Il faut le dire.* » Elle et les autres personnes impliquées dans ce collectif essaient d'être « *pragmatiques* » et tentent de transmettre leur expérience personnelle afin de convaincre les autres de les imiter.

« Le but n'est pas d'accentuer la fracture entre les deux quartiers »

Ces parents, eux-mêmes issus des catégories socioprofessionnelles favorisées, au moins sur le plan culturel, ont décidé de scolariser leurs enfants dans les écoles du coin sans chercher à tricher. Un mouvement qui ne va pas de soi, tant l'évitement scolaire est une pratique ancrée dans les mœurs. Habiter un quartier populaire d'accord, mais mettre ses enfants dans des écoles avec pléthore d'enfants issus de familles défavorisées, hors de question.

Et ce y compris s'ils sont pétris de valeurs « *de gauche* ». Toute l'ambiguïté de la démarche d'évitement scolaire réside dans cette étiquette politique. Dans ces problématiques scolaires, la réalité prime sur les belles idées. Clarisse Guiraud n'en a cure, elle est restée imperméable aux injonctions sociales. « *On me regarde les yeux écarquillés quand j'explique que mon fils va dans le collège de quartier. On me prend pour une folle, une activiste ou une mauvaise mère qui sacrifie son enfant.* » Elle tempère : « *Je peux comprendre leurs inquiétudes, exacerbées par le fait d'avoir peu d'informations précises mais les opposants ont une vision apocalyptique du projet. La ghettoïsation, c'est ça le vrai problème.* »

Sur le terrain, cette tentative de corriger les défauts du système passe mal et les parents et professeurs ne se privent pas de le faire savoir à coups de tribunes nourries par des chiffres et études sociologiques afin de discréditer ce projet « *mal ficelé* » (*à lire [ici](#) et [là](#)*).

Les professeurs du collège Coysevox réfutent le terme de fronde. D'une même voix, ils sont formels : ils ne sont pas réfractaires à la mixité sociale mais à l'essence de cette expérimentation, qui n'aboutira d'après eux qu'à fragiliser les deux établissements. En l'état actuel des choses, il leur semble impossible que le collège favorisé agisse comme une locomotive pour les élèves les plus faibles car leur équilibre y est encore fragile. Pour eux, il est inepte de continuer à taxer leur établissement de privilégié puisque, avec sept points de moins que la moyenne nationale dans les résultats au brevet (87,3 % en 2016), ils

estiment être loin de l'établissement d'élite.

Pour compenser leurs faiblesses, ils aimeraient qu'un troisième collège du quartier, comme Yvonne-Le Tac ou Roland-Dorgelès, à la composition sociale plus proche de la leur – respectivement 9 % et 13 % d'élèves défavorisés –, intègre également le dispositif. Voir une association avec le privé. Chose impossible depuis la décision du [Conseil constitutionnel du 23 novembre 1977](#), qui ne permet pas d'inclure l'enseignement privé dans une telle démarche de rapprochement. De plus, l'allongement des temps de transport pour les élèves induit par la solution du secteur multi-collèges écarte *de facto* cette idée.

Les professeurs de Coysevox ont décortiqué la proposition du rectorat et de la mairie de l'arrondissement. Dans le détail, la "montée alternée", piste privilégiée, ne les satisfait pas non plus. L'un des deux collèges regrouperait tous les élèves de sixième et de quatrième du secteur, l'autre ceux de cinquième et de troisième. Les professeurs estiment que leur travail perdrait en intérêt puisqu'ils ne dispenseraient leurs leçons que sur deux niveaux seulement.

Julien Grenet, économiste, [dont les travaux ont inspiré cette expérimentation](#) à laquelle il n'est pas associé, estime les craintes des parents et professeurs de Coysevox infondées. « À partir du moment où on a à quelques centaines de mètres un collège où il y a 11 % de défavorisés et 47 % dans l'autre, c'est qu'il y a un problème dans le découpage de la carte scolaire. En réalité, on ne va pas créer un secteur ghetto en les mettant ensemble. »

Il réfute par ailleurs que le collège Antoine-Coysevox soit si mixte, comme le claironnent les opposants au projet. « Le collège Coysevox apparaît comme faisant partie des 20 % des collèges publics parisiens qui comptent le moins d'élèves d'origine sociale défavorisée. Sa composition sociale ne se distingue guère de celle des collèges Yvonne-Le Tac (9 % d'élèves défavorisés) et Roland-Dorgelès (13 %), qui sont pourtant présentés par certains opposants au projet comme beaucoup plus favorisés. » Il estime que la demande d'ajouter un troisième collège au projet est simplement une manière de diluer la mixité. « C'est normal que cela cristallise les peurs, Berlioz a une histoire qui nourrit les fantasmes. Dans cette affaire, on a créé des chapelles, ce qui est souvent inévitable dans toutes les réformes de ce type », analyse le chercheur.

Philippe Darriulat déplore l'opposition frontale entre les parents des deux collèges. Il aimerait mettre un peu d'émollient dans les échanges. Pour ce faire, des moyens supplémentaires ont été alloués au projet. Ce qui permet d'embaucher un second conseiller principal d'éducation, 19 000 euros pour faire de l'accompagnement scolaire, une limitation à 25 élèves par classe comme en éducation prioritaire. Des options sont aussi mises en place afin de rendre les établissements attractifs : de l'allemand en langue vivante 1, de l'italien en LV2, l'implantation d'une classe bilingue anglais-chinois, la création d'une section sportive scolaire rugby et une classe média à Berlioz. « Le but n'est pas d'accentuer la fracture entre les deux quartiers », jure Philippe Darriulat.

Devant l'édifice municipal, les manifestants ne sont pas exactement du même avis. Ils ne décolèrent pas et déplorent une gestion unilatérale du dossier. Armés de cornes de brumes bruyantes et de pancartes demandant de ne pas faire de leurs enfants des cobayes de la mixité sociale ou reprenant des déclarations de la ministre de l'éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem sur ce sujet : « La mixité ne s'impose pas et ne se décrète pas. »



Une pancarte brandie par les opposants au projet Gilles, un père venu apporter sa colère à la manifestation, le précise d'emblée, « *Je suis de gauche* », histoire de dissiper tout malentendu. « *C'est un dilemme. On veut plus de mixité mais pas de cette manière. C'est un projet pensé sans les acteurs concernés et on doit dire amen !* » Et de comparer ce combat à celui mené contre la loi sur le travail au printemps 2016. Maria-Clio, mère de deux enfants scolarisés en 6^e et en 5^e, craint ce rapprochement car, explique-t-elle, le niveau est déjà insatisfaisant à Coysevox. Elle précise sa pensée : « *Eux à Berlioz, ils sont dans une situation critique, ils ont tout intérêt à ce que ce projet se fasse. Mais nos enfants ne peuvent pas prendre la responsabilité de l'élévation de leur niveau. Déjà que certains ont du mal à suivre quand ils arrivent au lycée. Là, ça va démoraliser les professeurs.* » Pire, elle pronostique une fuite vers le privé des meilleurs éléments. « *Ceux qui pourront partir le feront, nous, on ne pourra pas* », soupire cette mère de famille.

Le sociologue Choukri Ben Ayed, professeur à l'université de Limoges, est spécialiste des questions de carte scolaire et de mixité sociale. Il estime que de telles expérimentations, malgré les freins divers, sont nécessaires, même si tardives : « *On a mis très longtemps à prendre la hauteur du phénomène. Avant les années 2006-2007, il n'y a jamais eu de prise de conscience réelle. Il n'y a pas eu de volonté politique d'agir car s'attaquer à cela ou au marché du privé qui accroît la ségrégation, c'est sensible voire dangereux. Mais il faut agir.* »

Pour lui, cette lenteur des pouvoirs publics à prendre la mesure d'une situation dont le diagnostic, grave, a été posé depuis des décennies est due à l'intérêt que certaines populations ont dans le maintien de cette fracture. « *Le système s'est accommodé des acquis de quelques-uns. Les privilégiés préfèrent se soustraire au mélange avec d'autres populations et éviter certains établissements. Il y a un fort entre-soi dans la société, tout le monde n'est pas acquis au multiculturalisme. Même si c'est politiquement incorrect de dire qu'on est contre la mixité sociale.* »

Le retour de la lutte des classes

Depuis l'expression de leur désaccord, les parents de Coysevox souffrent, expliquent-ils, d'être assimilés à des privilégiés désireux de rester confinés dans leur forteresse non mixte. Le tableau dépeint par les professeurs de Coysevox contraste légèrement avec l'idée d'un établissement favorisé. « *Il y a une ambiance agréable*, relate Marion Saiag,

professeure de mathématiques, *mais sur 600 élèves il y en a une cinquantaine qui peuvent poser problème. Si on se mélange avec Berlioz, on va se retrouver avec 35 % d'élèves en difficulté.* » Son collègue Alexandre François, qui enseigne le français, complète le propos : « *L'établissement ressemble à son quartier, il ne subit pas d'attractivité particulière comme le privé peut le faire.* »

François Bohm, élu du GIPE (Groupement indépendant des parents d'élèves) et parent d'élève à Coysevox, le dit tout de go, tous les parents ici sont des défenseurs de l'école publique. « *On a tous fait le choix du collège de quartier qui n'est pas exempt de difficultés. Le projet est hâtif. Il ne va rien résoudre.* » Carole Gayet de la FCPE renchérit : « *D'autant plus que selon des études anglo-saxonnes, l'effet d'entraînement ne fonctionne pas.* »

Enfin, elle aussi dénonce les répercussions de ce bouleversement : « *C'est une annonce violente pour les enfants de leur dire qu'ils vont devoir aller à Berlioz. Le contraste va être brutal pour eux.* » Sur la place de la mairie, Hélène, parent d'élève, ne craignant pas de verser dans un mélodrame excessif, assure que « *les enfants pleurent tous les soirs* ». Elle ajoute : « *On a inscrit nos enfants à Coysevox, pas à Berlioz !* »

Pour Marion Saiag, la professeure de mathématiques, ces attaques contre leur combat est simplement une tentative de les décrédibiliser. « *Depuis le départ, on est caricaturés. Soit on est des nantis, soit des racistes, soit des privilégiés. Se voir taxer de réactionnaires au vu de nos carrières antérieures [elle a auparavant enseigné en zone d'éducation prioritaire comme plusieurs de ses collègues – ndlr], c'est dur...* », soupire-t-elle.

En toile de fond de ce conflit, des accusations de racisme latent par les parents de Berlioz ont blessé les récipiendaires de ces attaques. Une mère de famille de là-bas a lancé au camp d'en face qu'ils n'étaient pas opposés au mélange avec des Noirs et des Arabes tant qu'il s'agit de leurs femmes de ménage. L'insulte a circulé chez tous les parents. Ambiance.

Alors pour faire taire ce reproche, lors du rassemblement de protestation devant la mairie, tous le répètent en boucle : « *Il y a déjà de la mixité à Coysevox. Si on était contre la mixité, on n'habiterait pas ici dans ce quartier.* » Ils sont aussi soucieux de décrocher l'étiquette de favorisé qui colle à la peau du collège. Les parents et leurs soutiens sont formels, les chiffres ne veulent rien dire et ne racontent rien de la réalité du collège.

Au même moment, une poignée d'autres parents s'est réunie dans un café de leur quartier situé à trois stations de bus de la mairie pour partager des bières et une planche de charcuterie et fromage. Ces parents d'élèves du collège Hector-Berlioz comprennent sans comprendre les réticences des autres à scolariser leurs enfants avec les leurs.

Ici, explique Luc Leclerc du Sablon, réalisateur aux cheveux ébouriffés, c'est une sorte de lutte des classes qui se rejoue. Il a avec son épouse Marie-Josée fait le pari de respecter la carte scolaire, considérant qu'il ne s'agit même pas là d'un effort à saluer. Ils sont bien conscients qu'au vu de leur bagage culturel, leur fils est statistiquement protégé de l'échec selon le théorème bourdieusien. Sauf accident. « *Mais pour le moment tout se passe bien. En fait, les parents de Coysevox sont sur le mode [not in my backyard](#)* », analyse-t-il. Les parents, dit-il, « *s'agenouillent devant les statistiques alors qu'ils savent très bien qu'ils l'auront leur brevet* ».

Sylvie Laichour, un voile beige noué autour de son visage, vit très mal cet ostracisme. Pour cette infirmière qui a un fils en 4^e et une fille qui entre en 6^e, il est évident que ce rejet repose sur des motivations racistes. « *La mixité, c'est une obligation, la question ne devrait même pas se poser. C'est honteux que la question se pose. Il faut que les enfants se rencontrent pour les préparer à l'avenir. C'est une chance pour tous. Je suis issue de l'immigration. Je ne comprends qu'à moitié les réticences des autres parents. On se sent rejetés et stigmatisés. Comme s'ils ne voulaient pas se mélanger avec nous. Cela prend des proportions vexantes. Nos enfants ne sont pas des délinquants ! Ils s'en sortiront car on fera ce qu'il faut pour leur réussite.* »

Luc Leclerc du Sablon décèle dans cette opposition « *un conflit dans chacun, entre le citoyen et le parent* ». Il explique pourquoi la mixité lui tient à cœur et pourquoi il s'engage dans la défense de ce projet, tout imparfait qu'il soit : « *Personnellement, ce n'est pas par charité chrétienne que je respecte les règles. Philosophiquement, cela m'embête de laisser se fabriquer un monde où les gens sont sectorisés selon qu'ils sont noirs, juifs, blancs, riches, pauvres, homos ou hétéros. En mettant des murs partout, on fabrique de la haine.* » C'est précisément après les attentats de janvier 2015 que la ministre de l'éducation nationale a décidé d'accélérer la mise en œuvre de mesures pour la mixité sociale.

Chez les parents de Berlioz, les mêmes mots et blessures reviennent dans les récits des uns et des autres. Laure Bordat, parent d'élève d'un enfant de 4^e, responsable dans les ressources humaines, abonde dans ce sens. « *Je vis cela très mal. On a l'impression que tout le collège est stigmatisé. Je comprends que beaucoup de parents ont un désir d'élitisme pour leurs enfants. Leurs arguments sont nourris par une peur irrationnelle. On les a rencontrés, on a parlé de moyens mais ils sont dans la surenchère, ce ne sera jamais assez. Oui, ce projet est précipité, on est tous d'accord là-dessus. Mais ça va, on ne vit pas dans le Bronx non plus, leurs enfants ne vont pas devenir mauvais au contact des nôtres.* »

Choukri Ben Ayed en est convaincu, dans quelques années tout se passera bien, le temps que les passions très fortes ne retombent. Le dialogue avec tous les concernés, corps enseignant inclus, et la transparence devraient venir à bout des oppositions, pense-t-il. À condition que l'expérimentation perdure et ne soit pas détricotée en cas d'alternance politique.

Luc Leclerc du Sablon s'interroge. « *De quoi cette opposition, cette peur, cette agressivité est-elle le nom ? Ils disent qu'ils sont traités de racistes, je ne l'ai pas vu. La question ici n'est pas "il faut sauver le soldat Berlioz", c'est "est-ce qu'on peut supporter encore longtemps dans une même ville, au sein d'un même quartier que des populations s'ignorent ?"* » Pour lui, il est clair que non. Marion Saiag, la professeure de Coysevox, n'en estime pas moins qu'avec ce rapprochement et la méthode employée, « *toute la cohésion sociale du quartier est foutue* ». Ce que, précisément, le projet voulait favoriser.

Prolonger

Boite Noire

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/france/020217/paris-lunion-de-deux-colleges-divise-parents-et-enseignants>